

STRATÉGIE

# COMPRENDRE LA POLITIQUE DE DÉFENSE DE L'ALLEMAGNE



L'Allemagne souhaite trouver un remplaçant pour ses Tornado.

ALORS QUE LE COUPLE FRANCO-ALLEMAND CONTINUE DE DÉVELOPPER DES DOMAINES DE COOPÉRATION, CES DEUX PARTENAIRES DISPOSENT D'UNE VISION DE LA DÉFENSE BIEN DIFFÉRENTE. COMPRENDRE L'ÉVOLUTION DE LA POLITIQUE DE DÉFENSE ALLEMANDE PERMET DE MIEUX APPRÉHENDER LES RÉACTIONS ET POSITIONS GERMANIQUES SUR LES DOSSIERS MILITAIRES.

**P**endant de nombreuses années, suite à la Seconde Guerre mondiale, la défense allemande et son volet capacitaire ont connu une érosion importante. « Les questions capacitaires ont occupé une place secondaire dans la politique militaire allemande

depuis la réunification. Lors des réformes de 1990, 1995, 2000, 2004 et 2010-2011, la Bundeswehr a, il est vrai, tenté de préserver la totalité du spectre de ses capacités et de se ménager une marge de modernisation. Cependant, les discussions fondamentales ont été majoritairement accaparées

par les restrictions budgétaires qui ont conduit à la contraction et à la rationalisation de l'appareil de défense et par les doutes quant à la priorité à accorder aux engagements extérieurs », peut-on lire dans le rapport de Gaëlle Winter, *Le Redressement capacitaire de la Bundeswehr : un parcours du combattant*. Les politiques conduites depuis plusieurs années tendent à redonner à l'Allemagne une capacité militaire crédible, dans un contexte social complexe, profondément marqué par l'histoire. « Depuis fin 2013, la question capacitaire a été réintroduite dans le débat jusqu'à s'imposer comme un enjeu

majeur, aux côtés de la problématique du rôle de l'Allemagne sur la scène internationale et dans les affaires militaires », ajoute la chercheuse de la FRS (Fondation pour la recherche stratégique). Une nécessité au regard des capacités de défense allemandes réduites à peu de chagrin et ne permettant pas à Berlin d'adopter une posture crédible sur les questions militaires et d'engagements opérationnels. Ce chantier sera en particulier porté par Ursula von der Leyen, nommée ministre de la Défense en décembre 2013. Celle-ci décide ainsi de se saisir des questions capacitaires et dénonce un modèle d'armée

BUNDESWEHR

qui se concentrait alors essentiellement sur « le maintien de l'ensemble des capacités dans des quantités toutefois limitées », explique Gaëlle Winter. La chercheuse détaille ainsi les ambitions de la ministre qui, si elles comportent une part non négligeable de calcul politique, visent également à redorer l'image de l'Allemagne sur la scène internationale. « La politique étrangère et de sécurité allemande, sur laquelle pèsent de fortes critiques internationales, en particulier depuis la crise libyenne de 2011, doit défendre sa crédibilité auprès de ses alliés euroatlantiques et apporter des gages d'un plus grand engagement dans les affaires internationales. [...] Dans ce contexte, le conflit en Ukraine joue un rôle non pas de déclencheur, mais d'amplificateur d'un sentiment d'inadaptation des forces armées nationales aux réalités stratégiques. »

## STRATÉGIE.

Cette volonté de la ministre se traduira notamment par le Livre blanc de 2016. « Tandis que la reconnaissance de la dissipation d'une menace directe contre le territoire allemand à la fin de la guerre froide avait amené à mettre l'accent sur l'acquisition de capacités de stabilisation, puis, à partir de 2003, de celles de gestion de crises extérieures, le contexte stratégique décrit dans le Livre blanc de 2016 permet à la Bundeswehr de faire valider politiquement deux exigences fortes : une remontée en puissance dans le domaine de la défense territoriale et collective ainsi qu'un modèle d'armée davantage composite et modernisé », met en avant le rapport de la FRS. Une vision qui s'accompagne d'une évolution budgétaire. Néanmoins, si les crédits alloués à la défense sont en augmentation, les chiffres restent malgré tout à prendre avec des pincettes. Barbara Kunz, chercheuse à l'Ifri, explique ainsi : « Le budget de la défense a augmenté

récemment et augmentera davantage dans les années à venir : de 34,29 Md€ en 2016, il devrait passer à 39,18 Md€ en 2020. De nombreux observateurs jugent cependant cet effet insuffisant, ne serait-ce que parce que les financements supplémentaires serviront principalement à boucher les trous. »

## COOPÉRATION.

Plus récemment, le Brexit, d'une part, et l'élection de Donald Trump aux Etats-Unis, d'autre part, tendent à permettre à l'Allemagne de prendre une place de taille en Europe, sur la question militaire. Les différentes initiatives émergentes, couplées au volontarisme français – Paris ayant compris la nécessité de trouver un nouvel allié de confiance au sein de l'UE –, sont autant d'éléments allant également dans le sens d'une réémergence de l'Allemagne dans la sphère de défense. D'autant que l'industrie se trouve directement impactée par ces questions. « La coopération européenne s'est établie en Allemagne comme la méthode la moins coûteuse et la moins risquée pour assurer non seulement l'existence, mais aussi la progression du tissu

industriel national », explique ainsi Gaëlle Winter dans la note de la Fondation pour la recherche stratégique intitulée *La Politique industrielle de défense de l'Allemagne : l'Etat pris dans un jeu de perles de verre*. Et ce avant d'ajouter : « La réalisation d'une majeure partie des armements de nouvelle génération, y compris sur des technologies clés considérées nationales comme les sous-marins ou les véhicules blindés, est ainsi planifiée en européen (UE et hors UE) : système de combat terrestre (Main Ground Combat System – MGCS), système de combat aérien du futur (Scaf ou FCAS pour les Allemands), drone d'observation (Euromale), avion de patrouille maritime (MAWS), sous-marins 212CD, et éventuellement prochaine frégate (Next Generation Frigate). La diversification des partenariats de l'Allemagne, qui sortent désormais du polypytique franco-britannico-italo-espagnol pour s'ouvrir à la Norvège et, potentiellement, aux Pays-Bas sur les plateformes navales, montre cependant que la coopération européenne n'est pas réductible à un enjeu de partage des coûts et des risques. Ces nouvelles

alliances [...] offrent au gouvernement fédéral la possibilité d'esquisser une alternative à un rapprochement français, auquel l'industrie allemande reste réticente. » « L'Allemagne a, en outre, signalé sa disposition à s'affirmer comme un partenaire qui n'agirait pas en passager clandestin de la sécurité européenne et internationale. Elle s'est en effet déclarée prête à se placer aux avant-postes des initiatives », déclarait d'ores et déjà Gaëlle Winter en février 2018, dans son rapport intitulé *Le gouvernement Merkel III (2013-2017) et la politique de défense allemande : quels changements ?* Cependant, si l'Allemagne entend bien se positionner dans l'espace européen et créer des alliances crédibles, Berlin n'entend pas pour autant laisser de côté l'Otan. Plus généralement, le multilatéralisme fait partie de la vision allemande de la coopération qui, si elle place aujourd'hui l'Europe en son cœur, n'entend pas pour autant négliger ses autres partenaires. « Le multilatéralisme reste au cœur de l'approche allemande, dans un cadre d'alliances, de partenariats et de "communautés de solidarité", et même si cela engendre des interdépendances

La coopération européenne s'illustre également avec le programme Eurodrone.





## Disponibilité : focus sur les vecteurs aériens

Matériels (première entrée en service)	2015		2016		2017	
	Nombre d'unités dans les forces	Taux moyen de disponibilité	Nombre d'unités dans les forces	Taux moyen de disponibilité	Nombre d'unités dans les forces	Taux moyen de disponibilité
Transall (1968)	37	57 %	41	62 %	29	68 %
Eurofighter (2004)	120	55 %	123	52 %	81	48 %
Tornado (1981)	93	44 %	93	44 %	93	41 %
A400M (2014)	Non applicable	Non applicable	5	45 %	8	38 %
CH-53 (1973)	45	40 %	72	43 %	72	40 %
Tigre (2008)	23	26 %	27	44 %	39	31 %
NH90 (2010)	23	22 %	29	31 %	37	35 %

mutuelles – tout particulièrement dans le contexte du lien transatlantique », met ainsi en avant Barbara Kunz, dans son rapport consacré au Livre blanc allemand de 2016.

Car, au regard des menaces citées par ce document institutionnel, seule une action en coopération pourra permettre d'endiguer ces défis. Figurent ainsi dans la liste le terrorisme, la cybersécurité, les conflits interétatiques, la prolifération des armes de destruction massive, la sécurité des approvisionnements, etc. Barbara Kunz rappelle alors que la lutte contre le terrorisme est établie comme la priorité de l'Allemagne, cependant ce chantier doit être conduit à un échelon national, européen et international, nécessitant dès lors l'existence de partenaires fiables, permettant des échanges d'informations et de renseignements.

Au-delà des coopérations européennes, l'Allemagne a également décidé de réinvestir dans sa défense et s'est particulièrement saisie du dossier militaire avec le Livre blanc de 2016 venant poser un peu plus clairement les défis auxquels Berlin doit faire face. Une hausse budgétaire est ainsi entérinée, devant permettre à l'Allemagne de se doter de capacités modernes. Gaëlle Winter explique ainsi que pour la recherche et développement « les crédits alloués à cet effet par le ministère de

la Défense repartent, il est vrai, comme l'ensemble du budget militaire, à la hausse : après avoir atteint leur point bas en 2016 (747 M€), ils se hissent en 2019 à 1,476 Md€. [...] Néanmoins, l'effort public de R & D de défense reste modeste au regard des financements civils disponibles (près de 91 Md€ en 2016, selon les calculs du ministère fédéral de l'Éducation et de la Recherche) ». Au-delà du développement de nouveaux systèmes, l'Allemagne doit également concentrer son énergie sur le maintien en condition opérationnelle de ses

équipements. En effet, le taux de disponibilité est pour certains appareils assez inquiétant (voir tableau) et pourrait venir peser sur la conduite des missions opérationnelles.

Autre défi de taille pour l'Allemagne : le recrutement. En effet, les ressources humaines dans les armées ne sont pas suffisantes afin de pouvoir mener les missions qui leur incombent et d'opérer les matériels disponibles. « L'armée allemande se prémunit toutefois d'un risque de surextension en insistant sur son impossibilité d'intervenir simultanément sur l'ensemble

du spectre et en affirmant le primat de la protection du territoire national et collectif sur la projection de forces sur des théâtres extérieurs en cas de concomitance des crises », rappelle Gaëlle Winter.

### DOMAINES D'ACTION.

La combinaison des défis capacitaires et humains à l'évolution des conflits armés a amené l'Allemagne à repenser son organisation militaire. C'est ainsi que le concept de « Systemverbünde », visant à créer des synergies entre les différentes branches armées est apparu. D'une façon plus



Si l'Allemagne ne participe pas directement à l'opération Barkhane, sa contribution à la mission EUTM Mali représente un apport important.

générale, l'Allemagne a entamé une sorte de virage en admettant que des menaces pesaient à la fois sur son territoire, sa population et ses alliés. La Bundeswehr, au-delà de se limiter à un constat du champ de menaces, a décidé de se saisir du dossier et de se doter de moyens crédibles pour faire face à de potentiels ennemis, mais par là même gagner en crédibilité dans le domaine de la défense européenne. « La multiplication des projets de développement et d'acquisition de plateformes téléopérées et semi ou entièrement automatisées ainsi que les réflexions sur leur couplage avec des systèmes pilotés signalent une volonté de saut qualitatif et quantitatif en la matière. De façon plus générale, la Bundeswehr manifeste son intérêt pour rester dans la course technologique dans des domaines à forte valeur ajoutée : le spatial, le renseignement stratégique ou encore la guerre électronique », met en avant

la note de Gaëlle Winter. Des domaines qui s'accompagnent de la prise en compte de l'enjeu du numérique et du cyber, ayant abouti à l'émergence d'un commandement cyber dès 2016. Parmi les différents chantiers figure celui du combat collaboratif, lequel « conduit à accroître le besoin d'harmonisation et d'intégration des différents systèmes d'information, de communication et de commandement ».

Sur le plan du spatial, l'Allemagne entend également tirer son épingle du jeu. Si les autres domaines sont souvent ouverts à la coopération, l'espace semble rester pour le moment une prérogative nationale en matière de défense. « A rebours de décennies de coopération avec la France et l'Italie, l'accent est mis sur la sécurisation d'une autonomie d'analyse, d'appréciation et d'action qui impliquerait de se doter de capacités de surveillance de l'espace et de pouvoir

opérer ses propres senseurs et satellites », met en avant la chercheuse de la FRS. Des propos qui ont été complétés en 2019, dans un rapport consacré à la « mue » de la politique spatiale allemande, où l'auteur rappelle que depuis 2018 l'accès à l'espace figure parmi les objectifs allemands de défense et sécurité, « l'espace devenant un milieu opérationnel comme la mer, la terre, les airs et le cyberspace. Le spatial n'est plus considéré comme un simple agrégat de capacités militaires, mais comme un milieu dont la maîtrise par les forces armées s'avère décisive en termes opérationnels comme socio-économiques ».

## ACTIONS.

Outre un revirement capacitaitre, une évolution des engagements opérationnels allemands est également à noter. S'ils se déroulent principalement dans le cadre de missions de l'UE et de l'ONU, ils représentent

malgré tout un apport considérable. « Plus de vingt ans après son intervention, vivement critiquée à l'étranger, dans le conflit yougoslave, le gouvernement fédéral s'est placé en moteur de la résolution de la crise ukrainienne aux côtés de la France. Il a, par ailleurs, accru la présence de la Bundeswehr sur des théâtres étrangers », met en avant Gaëlle Winter. On peut ainsi notamment citer la participation allemande à la mission EUTM Mali, à la Minusma ou encore à la coalition contre l'Etat islamique. « Bien qu'elle continue de privilégier une approche civile de la gestion des crises grâce à l'aide au développement et à la fourniture de matériels, l'Allemagne se sait aujourd'hui dans l'obligation de répondre, même symboliquement, aux demandes militaires alliées pour faire avancer son propre agenda politique », justifie la chercheuse.

■ Justine Boquet



## Fondation des Oeuvres Sociales de l'Air

**SOLIDARITÉ ET ENTRAIDE POUR TOUS**



### « Votre ENTREPRISE peut soutenir la Fondation des Œuvres Sociales de l'Air »

- La Fondation des Œuvres sociales de l'air (FOSA) a pour mission de porter assistance au personnel de l'Armée de l'Air, de la Direction Générale de l'Aviation Civile, de Météo France ainsi qu'à leur famille et ayants droit : aide financière en cas de décès, en cas de difficultés sociales, durant la scolarité des orphelins, pour l'aide à la reconstruction des blessés en opérations. La FOSA aide aujourd'hui plus de 300 orphelins et plus de 150 familles et blessés.
- Reconnue d'utilité publique depuis 1937, la FOSA est un outil de solidarité qui vient soutenir dans la durée l'action des organismes sociaux de l'État. Elle n'a pas d'adhérents ni de cotisations, et ne peut poursuivre ses actions d'entraide que grâce à des **DONS** et au **SPONSORING** lors des « **meetings de l'air®** » qu'elle organise.
- **En 2020, la FOSA organisera un meeting de l'air sur la base aérienne 709 de COGNAC-CHATEAUBERNARD les 13 et 14 juin.**
- **VOTRE ENTREPRISE** peut devenir **PARTENAIRE** de ce meeting de l'air, et ainsi valoriser son image et afficher son attachement et sa solidarité avec la famille de l'aéronautique. Un meeting de l'air a également pour but de promouvoir l'aéronautique et de susciter des vocations auprès des plus jeunes.

Si cette opportunité vous intéresse, contactez dès maintenant Cyril Mikailoff, Directeur délégué d'Air&Cosmos, [cmikailoff@air-cosmos.com](mailto:cmikailoff@air-cosmos.com) – 06 21 71 11 18 : vous serez mis en relation.